

*Initiatives ministérielles*

Il n'est ni sage ni acceptable que les Canadiens, par l'entremise de leur gouvernement, s'associent à une mesure qui continue de frapper le peuple le plus pathétique de tout l'Occident, les Haïtiens, qui souffriront encore plus, tandis que la dictature réussira à se maintenir.

Ce dernier week-end, j'ai assisté à une réunion des États latino-américains parrainée par les Nations Unies au Chili, réunion consacrée à la démocratie et au développement. Des représentants du gouvernement haïtien en exil étaient présents, et ils ont exposé un argument très important et, je crois, très convaincant. Si nous tolérons une dictature militaire à Haïti, en dépit des meilleures intentions de l'OEA, des Nations Unies et des pays occidentaux, ce sera un encouragement pour tous les autres dictateurs militaires de l'Ouest: ce genre d'aventure ne comporte aucun risque.

Il est important de faire remarquer que, même si la communauté internationale s'apprête à intervenir en Somalie pour venir en aide aux victimes de la famine et du non-respect des droits de la personne dans cette région et même si elle est intervenue dans une situation très difficile et complexe en Bosnie—sans nécessairement avoir du succès, mais l'effort était là—, nous oublions malgré tout ce qui se passe dans notre propre hémisphère.

On prononce un discours de temps en temps. Une résolution a été adoptée à l'Assemblée générale des Nations Unies il y a environ une semaine, et tous les pays ont été unanimes à dire qu'ils ne pouvaient plus tolérer cela et qu'il fallait absolument rétablir un gouvernement constitutionnel. Cependant, je crois que nous pouvons dire honnêtement que les paroles ne coûtent pas cher. Ce sont les gestes concrets qui comptent. Il s'agit en réalité de déterminer si nous avons vraiment la volonté de respecter les engagements pris par le premier ministre, qui a dit que nous étions prêts à prendre tous les moyens pour rétablir la démocratie.

Avons-nous pris une initiative? Avons-nous fait des efforts pour amener les membres de l'OEA à respecter leurs engagements? Essayons-nous d'intervenir auprès de nos alliés européens qui, chaque jour, violent l'embargo et envoient du pétrole et des marchandises à de riches entrepreneurs en Haïti, sans que personne dise quoi que ce soit?

[Français]

En effet, notre propre pays n'a pas une attitude acceptable envers le niveau, les standards, les mesures de l'embargo. Par exemple, pendant la dernière semaine de

novembre, les transmissions de Radio-Canada International pour les gens de Haïti, des programmes très importants dans le but de donner des messages d'espoir à ces gens de Haïti furent annulés par ce gouvernement, une conséquence des réductions du budget de Radio-Canada International.

• (1640)

[Traduction]

Je vous le demande, monsieur le Président: En privant le peuple haïtien d'une des rares occasions qu'il a d'avoir des nouvelles non censurées, est-ce que le gouvernement prouve qu'il est prêt à prendre tous les moyens pour défendre la liberté?

Par ailleurs, en ce qui concerne l'aide et le développement, notre politique n'est pas très claire, et il est possible que l'aide fournie par les ONG à des fins humanitaires aille en réalité au gouvernement militaire dictatorial en Haïti.

Nous n'avons pas amélioré l'aide que nous fournissons pour essayer d'apaiser les souffrances causées par nos propres sanctions; en fait, nous l'avons même réduite.

En tant que pays, nous sommes devant un très grave dilemme. Nous appuyons et acceptons actuellement un programme de sanctions économiques qui est la risée des dirigeants militaires d'Haïti et qui devait servir à exercer des pressions pour permettre le rétablissement du gouvernement Aristide; par contre, nous ne nous employons guère à trouver au sein de l'OEA, de nouvelles mesures qui sont importantes, qui sont concrètes et qui ont de véritables répercussions.

Il est important de soulever ces questions à ce moment-ci, car des changements sont envisageables. L'élection, aux États-Unis, d'un nouveau gouvernement qui a adopté publiquement une position différente au sujet d'Haïti pourrait permettre l'amorce d'un nouveau dialogue et l'élaboration d'une nouvelle politique pour ce pays. Pour la première fois, le gouvernement américain est maintenant prêt à dire que les réfugiés d'Haïti seront au moins traités conformément aux dispositions de la convention internationale.

Je trouvais très dérangeant que l'administration Bush enfrenne les principes fondamentaux de la convention internationale sur les réfugiés, en refoulant ces derniers ou en les renvoyant illégalement, même si le gouvernement américain était en partie responsable du problème pour avoir appuyé pendant des années le régime Duvalier.